

# Les " Maisons du Peuple " en Turquie

par

Robert MANTRAN

La participation de l'Empire ottoman à la guerre de 1914 1918 aux côtés des Empires Centraux a eu pour cet Empire des conséquences d'une importance exceptionnelle. La défaite, consacré par l'armistice de Moudros en 1918, a entraîné le démembrement de l'Empire ottoman et l'occupation partielle du territoire turc par les Alliés et surtout par les Grecs. Les prétentions de ces derniers à s'octroyer la partie occidentale de l'Anatolie, jointes aux conditions sévères imposées par les Alliés (traité de Sévres), déclenchent le sursaut national dont l'initiative revient à Mustafa Kemal, qui bénéficie de l'appui total des masses paysannes et de l'armée, et du soutien plus réticent des milieux bourgeois. Déjà, en mars 1919, un mouvement à caractère politique et national a été créé : « l'Association pour la Défense des Droits de l'Anatolie Orientale qui, en septembre de la même année, est transformée en « Association pour la Défense des Droits de l'Anatolie et de la Roumélie » dont les buts sont l'intégrité et l'indépendance du territoire turc.

La victoire de 1922 et la conclusion du traité de Lausanne (ratiifié le 23 août 1923) permettent au gouvernement nationaliste de Mustafa Kemal de s'occuper enfin de façon active des affaires intérieures de la Turquie et d'organiser la vie politique du pays. La première décision importante est la proclamation de la République le 29 octobre 1923, suivie en mars 1924 de l'abolition du califat. Déjà auparavant, des mesures pratiques ont été prises, telles la fondation du Parti du Peuple (*Halk Firkasi*) en décembre 1922, qui est véritablement organisé en parti politique en avril 1923, peu avant les élections prévues pour juin de la même année : ces élections donnèrent une Assemblée Nationale uniquement composée de représentants du Parti du Peuple, dont quelques-uns cependant manifestèrent une certaine opposition au gouvernement de Mustafa Kemal : ils furent éliminés par la suite. Parmi les décisions de cette Assemblée, outre la proclamation de la République, il faut mentionner tout particulièrement la laïcisation de l'enseignement, la suppression du Ministère des Affaires Religieuses et celle des tribunaux musulmans, ce qui donnait une indication précise sur l'orientation de la politique kémaliste. En novembre 1924, le Parti du Peuple devient le Parti Républicain du Peuple (*Djumhouriyet Halk Firkasi*, plus tard *Djumhouriyet Halk Partisi*).

Les transformations imposées à la Turquie nouvelle étaient profondes et devaient l'être encore bien davantage par la suite. Il convenait donc de former la masse de la nation aux nouvelles idées, de lui faire comprendre les changements intervenus ou à intervenir : c'était là une des tâches du P. R. P. Mustafa Kemal lui-même à plusieurs reprises, insista sur ce point :

« Il est naturel que le gouvernement républicain, qui s'appuie sur notre parti, s'intéresse à tous points de vue à la vie, au bien-être, à l'avenir de tous les citoyens (...) Vous savez tous, que les membres du P. R. P. ont pour principe de ne jamais faire des promesses trompeuses au peuple. Nul ne doit croire que nous puissions désormais suivre, nous aussi, une politique trompeuse. Quand nous disons que nous rendrons le pays florissant, nous ne réaliserons que ce que nous pourrions réaliser. Nous n'entendons pas nourrir le rêve de transformer en paradis en l'espace de quelques années un pays négligé depuis des siècles. Et quand nous disons que nous rendrons le pays florissant, il ne faut pas comprendre que nous laisserons les citoyens soumis aux charges les plus légères. Au contraire tous les citoyens supporteront, le cas échéant, des charges lourdes et consentiront à toutes sortes de sacrifices. Ce n'est point tel ou tel autre en particulier qui réalisera ce qui est à réaliser. Nous le réaliserons tous ensemble (...) Si les membres éclairés du P. R. P. se font un devoir d'instruire la nation d'après ces points de vue et ne considèrent pas ce soin comme une charge, l'opinion publique sera pleine de confiance... » (Discours d'Izmir, 27 janvier 1931).

Pour réaliser cette tâche d'encadrement et d'éducation politique de la nation, le P.R.P. fut organisé en sections dont l'échelon inférieur était constitué par les conseils de commune, de village ou de quartier (3 membres); ceux-ci élisaient des conseils de canton (5 membres) qui à leur tour désignaient un conseil de province. Entre le comité directeur du Parti et les conseils de province, 14 inspecteurs servaient d'intermédiaires en même temps que d'organisateur de l'activité de ces conseils. Le P. R. P. a été, en fait, le parti unique de la République turque de 1923 à 1945, car l'existence de Partis d'opposition comme le Parti Progressiste et le Parti Libéral fut très brève; surtout ils n'eurent qu'une audience très limitée. Ainsi, il y eut pratiquement confusion entre le gouvernement et le P. R. P. qui était « moins un moyen de s'emparer du pouvoir ou de le conserver qu'un instrument pour exercer celui-ci » (B. Lewis). D'ailleurs tous les membres du gouvernement siègent au comité directeur du P. R. P.. Celui-ci transmet les instructions et les directives politiques émanant du sommet et les répercute dans les sections locales; réciproquement, celles-ci émettent des vœux, examinés par les conseils, et qui en définitive sont pris ou non en considération par le comité directeur et par le gouvernement.

Dans cette action visant à informer et à éduquer politiquement un peuple qui pendant longtemps avait été totalement ignorant, ou presque, des problèmes politiques, et qu'il fallait absolument amener à une compréhension et à une approbation des modifications apportées par le régime tant dans les structures administratives que dans les affaires religieuses, économiques ou culturelles (et nous pensons spécialement ici à la réforme de l'alphabet intervenue en août 1928), le P. R. P. trouva une aide considérable dans les Foyers Turcs (*Türk odjaji*) devenus plus tard les Maisons du Peuple (*Halk evi*).

Les Foyers Turcs ne constituaient pas alors une innovation due au régime républicain. Ils ont été créés en 1912, quelques années après l'arrivée au pouvoir des « Jeunes Turcs », par des étudiants turcs de la Faculté de Médecine d'Istanbul qui, par esprit nationaliste, sentirent la nécessité de se grouper face aux associations constituées par les minorités ethniques. Ils reprenaient dans leur programme des idées exprimées par le grand sociologue turc Ziya Gökalp dans sa revue *Türk Yurdu* (Le Pays turc). En effet, le but de ces jeunes gens, par le moyen des Foyers Turcs, était de renforcer chez les Turcs le sentiment d'appartenir à un peuple uni, de faire naître une conscience nationale, de « substituer l'idée nationale à la base uniquement religieuse qui était celle de l'empire ottoman, et la culture turque à la culture arabe » (R. Marchand), d'intéresser les Turcs aux idées modernes dans tous les domaines : politique, économique, social, allant même jusqu'à proposer — ce qui était une innovation considérable pour l'époque et pour un pays musulman — l'émancipation de la femme.

Les Foyers Turcs, dont des centres furent installés tant à Istanbul que dans les grandes villes de province, organisèrent des réunions (auxquelles participèrent parfois des femmes) où ils se firent en particulier les propagandistes du renouveau de la langue turque : des hommes de lettres célèbres apportèrent leur collaboration et les Foyers Turcs devinrent ainsi d'actifs centres de culture intellectuelle. En dehors de ces « cours » de langue et de littérature, ils tinrent aussi des réunions d'information sur des sujets divers, organisèrent des débats autour de problèmes politiques, économiques ou sociaux, publièrent des brochures et des livres, donnèrent des représentations théâtrales, créèrent des bibliothèques. Le journal *Türk Yurdu* fut l'organe de liaison entre le comité directeur et les différents centres et acquit même une audience assez large dans les milieux intellectuels. Les Foyers Turcs se voulaient indépendants de tout parti politique, et leur succès fut si évident dans les grandes villes turques de l'Empire que le gouvernement impérial en prit ombrage et chercha à restreindre et à contrôler leur action; pourtant celle-ci n'atteignait finalement qu'un nombre limité d'individus, et essentiellement des citadins : peu de paysans furent alors touchés par cette propagande.

Le courant nationaliste qui animait les Foyers Turcs prit assez rapidement une tournure plus large en faisant des Foyers les partisans d'un « panturquisme » — ou, comme on disait alors, d'un « pantouranisme » — non limité à la Turquie proprement dite, mais s'étendant à tous les peuples de race turque ou turcophones en particulier ceux de Russie et de Perse. Il y avait là un danger de politisation du mouvement et de déviation de ses buts originaux : la première guerre mondiale vint à ce moment mettre en sommeil l'activité des Foyers Turcs.

La Révolution kémaliste, qui avait puisé nombre de ses principes dans les théories de Ziya Gökalp, favorisa le renouveau des Foyers Turcs qui reprirent leur activité en 1924. Plus ou moins en liaison avec le gouvernement et le P. R. P., ils s'attachèrent essentiellement à éduquer la masse du peuple, grâce à la multiplication de leurs centres à travers tout le pays. Un congrès tenu en 1927 à Ankara consacra l'importance culturelle et sociale des Foyers et proclama solennellement « la solidarité étroite avec le régime républicain et la civilisation moderne à base démocratique ». C'était réaffirmer le parallélisme de l'action des Foyers et du P. R. P. Le succès, déjà acquis, de la révolution turque poussa certains dirigeants des Foyers à relancer le panturquisme; ils étaient encouragés dans cette voie par la demande émanant d'organisations similaires, de Perse notamment, qui souhaitaient entrer en rapport avec leurs homologues turcs et créer un mouvement international. L'assemblée de 1927 étudia cette proposition, qui fut repoussée sous la pression du gouvernement, craignant d'indisposer l'U. R. S. S. avec laquelle il entretenait alors de bonnes relations. Il fut décidé que les Foyers Turcs se consacraient à leur tâche uniquement dans les limites de la République turque. Ils demeuraient toutefois une organisation indépendante, en principe, du gouvernement et du P. R. P.

Quelques années plus tard, le gouvernement, soit par crainte que les Foyers ne prennent trop de distance vis-à-vis du pouvoir, soit par la constatation de leur réussite, prit en mains la direction des Foyers. En 1931, à la suite d'une décision du congrès du P. R. P., les Foyers Turcs devinrent les « Maisons du Peuple » (*Halk evi*) et furent réorganisés dans un esprit plus gouvernemental, en même temps que l'action politique et l'action sociale y étaient plus marquées. Dès lors, les Maisons du Peuple devinrent un organisme officiel, parallèle aux sections du P. R. P., et furent chargées de répandre dans la population les directives du gouvernement dans les domaines autres que la politique, en insistant notamment sur la notion de communauté turque. Cette orientation était nettement définie en 1932 par le secrétaire général du P. R. P. lors de l'ouverture de la première Maison du Peuple à Ankara : « Le but poursuivi par le Parti en fondant les Maisons du Peuple, c'est d'organiser la Nation et d'en faire une société d'hommes conscients, liés par l'amitié et la compréhension réciproque et qui

poursuivent le même idéal. Nos concitoyens qui ont eu les moyens et la possibilité de s'instruire, de s'éclairer et de se former y pourront servir de guide à ceux des nôtres qui n'ont pas eu ce bonheur. L'élite de notre peuple n'est pas encore habituée à consacrer une partie de son temps à l'activité sociale pour le bien de la collectivité. Un maître d'école, lorsqu'il remplit consciencieusement sa fonction, pense qu'il ne doit plus rien à la société, au milieu de laquelle il vit. Nous voulons mettre fin à cette mentalité bizarre et nuisible et nous habituer à travailler en commun pour le bien de la société. Sous les toits des Maisons du Peuple, imbues de l'atmosphère vivifiante de la camaraderie, nous cesserons de vivre en individus isolés pour nous former en masses compactes, unies et cohérentes, marchant vers un but et un idéal communs. »

Toutes les villes de grande et moyenne importance eurent rapidement leur Maison du Peuple: en 1940, pour toucher davantage les villages, on créa des Chambres du Peuple (*Halk odasi*) qui répondaient aux mêmes buts. En 1950, au moment où le P. R. P. abandonna le pouvoir au Parti Démocrate, il existait en Turquie près de 500 *Halk evi* et plus de 4.000 *Halk odasi*. Les Maisons du Peuple furent organisées sur un plan national, avec un comité directeur travaillant en liaison avec la section culturelle du P. R. P., des comités locaux recrutés généralement parmi les intellectuels; dans les villages et les petites villes ce furent les instituteurs et les professeurs de collèges ou d'écoles secondaires qui formèrent l'élément actif des *Halk evi*. En général, on évita d'introduire aux différents échelons des *Halk evi* des personnalités dont l'activité au sein du P. R. P. était manifeste, afin de montrer qu'il s'agissait d'organismes n'impliquant pas de participation officielle et directe du gouvernement ou du Parti. En fait, *Halk evi* et P. R. P. étaient deux aspects de l'expression du pouvoir dirigeant. D'ailleurs après 1945 (date de l'apparition des nouveaux partis : Parti Démocrate, Parti du Relèvement National), les partis d'opposition dénoncèrent la fiction de l'indépendance des *Halk evi* envers le P. R. P. et accusèrent celui-ci d'avoir fait de celles-ci plus des succursales politiques du P. R. P. que de véritables Maisons du Peuple. Pourtant, à l'origine l'idée était bonne et son application se développa favorablement. Lors du 3<sup>e</sup> anniversaire de la fondation des Maisons du Peuple, Ismet İnönü, alors Président du Conseil, déclarait : « Ce dont notre patrie a été privée depuis des siècles, c'est la possibilité de réunir ses concitoyens comme les membres de la même famille pour travailler en commun aux œuvres destinées au relèvement de la collectivité. Nos Maisons du Peuple comblent cette lacune séculaire de notre patrie. Aujourd'hui, après trois années d'activité, nous pouvons affirmer avec certitude que les Maisons du Peuple s'aquittent avec un parfait succès de la mission éducative qui leur est confiée ».

Cette mission éducative des *Halk evi* complétait donc le rôle des sections du P. R. P. En principe, dans les réunions tenues dans les

Maisons du Peuple, il n'était pas question de problèmes touchant à la politique de l'Etat. Les réunions, conférences, débats, etc..., visaient d'une part à éduquer les masses ouvrières et paysannes turques, à leur faire connaître la langue et la littérature turques, d'autre part à leur apprendre ce qu'était la République, ce que représentait la Turquie nouvelle et ce qu'il convenait de faire pour qu'elle puisse progresser. Sur le plan pratique, des cours techniques étaient donnés aux ouvriers et surtout aux paysans. Dans les villages, ces cours étaient faits en général par les instituteurs qui avaient pour cela reçu une formation particulière et devaient être auprès des populations les moins évoluées les apôtres de la modernisation de la Turquie. Le rôle des Maisons du Peuple ne se limitait pas à éduquer, à répandre les sentiments de communauté et de solidarité dans la nation. Sous le couvert de l'éducation et de l'instruction, elles devaient aussi faire pénétrer dans les esprits les principes du kémalisme : turquifier, occidentaliser, moderniser la Turquie par l'application des six points du programme du P. R. P. : républicanisme, nationalisme, populisme, étatismisme, laïcisme, « révolutionnisme ». Autant de principes qui pouvaient dès l'abord choquer un certain nombre de Turcs pour qui ils allaient à l'encontre des traditions; et combien d'autres ne comprenaient même pas le sens de ces mots ! Mais Mustafa Kemal bénéficiait, en tant que libérateur de la patrie, de l'adhésion quasi totale de la population et pouvait se permettre de lancer toutes les innovations jugées indispensables. Si les idées de nationalisme et, à la rigueur, de républicanisme pouvaient être assez rapidement assimilées, en revanche des notions telles que populisme et étatismisme devaient faire l'objet de véritables enseignements auprès de la masse : le rôle des *Halk evi*, à ce sujet, a été considérable. Et il est loin d'avoir été sans résultats, car incontestablement paysans et ouvriers, paysans surtout, ont appris à connaître « leur » Turquie, à prendre conscience de leurs devoirs et de leurs droits — tout au moins dans les régions où la révolution kémaliste a permis et facilité l'émancipation des paysans.

La tâche des *Halk evi* en matière de laïcisme a été beaucoup plus ardue.

Si quelques résultats semblent avoir été obtenus dans les grandes villes, en revanche dans les campagnes la laïcité n'a guère connu de succès, en dépit de la pression du gouvernement et du P. R. P.. Les *Halk evi* ont contribué à turquifier la religion musulmane en faisant répandre l'usage de la langue turque pour l'*ezan* (l'appel à la prière), et en cherchant à imposer, sans grand succès, des Corans traduits en turc. Ces mesures se heurtèrent à une vive opposition de la grande majorité de la population. et le Parti Démocrate, après 1950, rétablit les usages anciens. Une autre forme d'action a été la lutte contre le port du fez ou du tarbouche, et plus généralement de tout costume d'apparence ou de tradition religieuse; il en a été de même pour le port du voile par

les femmes. Plus active encore fut la propagande contre les sectes de derviches : elle visait à discréditer totalement ces sectes, officiellement interdites en novembre 1925, mais qui continuaient à exister. Elles étaient accusées d'avoir contribué à maintenir la population dans des conceptions et des pratiques arriérées et périmées, considérées comme incompatibles avec l'esprit nouveau. Il s'agissait en fait et surtout pour le gouvernement de battre en brèche un élément possible d'opposition et de réaction, d'autant plus dangereux qu'il était fermé, secret et par là même plus difficile à éliminer. Il faut bien constater que jusqu'en 1950 les sectes de derviches ont continué à exister, mais d'une façon clandestine : quelques-unes devaient resurgir au grand jour au lendemain de la victoire du Parti Démocrate et, pour certaines, donner lieu à des explosions de fanatisme.

Dans un domaine moins périlleux et plus accessible, c'est par l'intermédiaire des *Halk evi* que le gouvernement a répandu, autant que cela a été possible, dans les couches de la population qui n'étaient plus d'âge à fréquenter l'école, l'enseignement et l'usage des caractères latins dans lesquels, à partir de 1928, fut transcrite la langue turque. Progrès considérable, qui permit à la fois de lutter contre l'analphabétisme et pour la turquisation de la langue. Des cours furent donnés dans les *Halk evi*, et Mustafa Kemal prêcha lui-même d'exemple, comme il l'avait fait pour le port de la casquette ou du chapeau.

Parallèlement, un combat similaire fut mené pour donner, surtout aux masses paysannes, des principes d'hygiène : des consultations médicales régulières et gratuites furent organisées dans les *Halk evi* et les *Halk odasi*; des médecins du gouvernement enseignèrent et vulgarisèrent les principes d'hygiène, les notions de lutte contre les maladies; des médicaments furent distribués gratuitement.

Certes, il fut difficile de lutter contre des habitudes séculaires, de moderniser un pays dans lequel, en dépit des réformes du XIX<sup>e</sup> siècle (qui n'avaient en fait touché que les centres les plus importants), rien n'avait changé depuis le Moyen Age. Ce fut un des services éminents rendus par les Maisons du Peuple que d'avoir pu ouvrir les citoyens turcs, sans distinction de milieu, à la vie de la Turquie nouvelle, et de les avoir fait participer à cette vie. On peut en contrepartie dire que les *Halk evi* apportaient de l'eau au moulin du P. R. P., mais il n'y avait là rien que de très normal puisque, dans le fond, tout partait du P. R. P. et du gouvernement; confondre action politique et action sociale et culturelle ne pouvait guère être évité, et d'ailleurs on ne cherchait pas à l'éviter car, étant donné que la Turquie était placée sous le régime du parti unique, celui-ci représentait donc la nation dans sa totalité. Ce fut l'un des arguments des adversaires du P. R. P. après 1945 que de dénoncer l'action des *Halk evi* qui, sous couvert d'enseignement, de culture ou de progrès social, favorisaient les desseins du parti gouvernemental.

Un danger devait menacer à un certain moment les Maisons du Peuple : la renaissance du panturquisme ou pantouranisme qui, de 1939 à 1944, connut un regain de vogue, en raison principalement des événements extérieurs. Jusqu'au début de 1943, en effet, la Turquie penchait assez nettement pour l'axe et suivait avec intérêt la progression des armées allemandes en Russie, espérant peut-être un effacement du régime soviétique et par là un mouvement d'indépendance parmi les populations turques d'Asie Centrale. Une propagande active fut menée dans ce sens jusque dans les *Halk evi* où l'on célébrait la « grande nation turque ». Mais le sort des armes ayant tourné au cours de l'année 1943, la Turquie se rapprocha des Alliés et, par suite, de l'Union Soviétique : cela entraîna la cessation de la propagande panturquiste et en 1944, le mouvement panturquiste fut officiellement condamné, ses publications interdites et toute activité de ce genre sévèrement prohibée.

En conclusion de ce rapide aperçu sur les Maisons du Peuple en Turquie, nous pouvons dire que cet organisme, original par sa conception et ses réalisations en pays musulman, a joué un rôle extrêmement profitable pour une grande partie de la population. Si des échecs ont pu, par-ci, par-là, être enregistrés — et en particulier dans les régions les plus arriérées qui sont aussi les plus inaccessibles et les plus hétérogènes, telles le Sud-Est de l'Anatolie — les résultats ont, dans l'ensemble, été satisfaisants. Ils ont permis à nombre de paysans, d'ouvriers, d'employés et même de gens de condition sociale plus élevée, de s'ouvrir aux réalités nouvelles, de se former politiquement et socialement, de participer à la vie du pays. Surtout, les Maisons du Peuple ont su donner aux différentes classes sociales et économiques du pays la notion de leur communauté et mieux encore le sentiment de la solidarité nationale; elles ont contribué, pour une large part, à créer, à partir de l'amalgame d'individus qui constituaient dans l'ancien Empire ottoman cette province qui s'appelait l'Anatolie, une véritable nation, la Turquie, née avant tout des principes et de la volonté de son fondateur, Mustafa Kemal Atatürk, qui a su rallier autour de lui les énergies nécessaires à cette création les coordonner et faire naître, chez les Turcs de Turquie, notamment grâce à l'action des Maisons du Peuple, le sentiment d'appartenir à un seul et même peuple.